

LA JEUNESSE ET LE MOUVEMENT SYNDICAL



A propos d'éducation populaire

Les Instituts du Travail

par Antoinette Fuss

La naissance et l'extention des institutions d'éducation ouvrière s'expliquent par différents facteurs de l'évolution économique et sociale contemporaine. La révolution industrielle, qui, au siècle passé, accentua le développement capitaliste de la bourgeoisie, engendra en même temps, par les conditions de travail qu'elle imposait aux ouvriers, les institutions de défense professionnelle et la volonté de lutte des classes de plus en plus consciente des travailleurs. De cette volonté naquit celle d'acquérir la capacité de mener cette lutte, de former des esprits préparés à comprendre la situation et le mécanisme des phénomènes économiques, à profiter des expériences historiques, à assimiler les éléments de droit indispensables à toute action sociale et que nécessitent les nouveaux problèmes de la réglementation du travail : assurances sociales, conventions collectives, contrôle ouvrier.

La transformation technique du travail développa également, par ses conséquences psychologiques, les préoccupations d'éducation populaire.

Le machinisme et la rationalisation ont contribué à déshumaniser le travail, à priver l'ouvrier des satisfactions spirituelles que l'artisan pouvait trouver dans sa profession. L'ouvrier parcellaire, réduit au rôle de mécanique, sans aucune occasion d'exercer ses facultés créatrices, ou même de voir se dégager sous ses yeux le produit de son travail, s'est trouvé au cours de sa vie professionnelle, dans un iso-

lement spirituel complet. Cette absence d'intérêt intellectuel ou affectif dans le travail, a, chez de nombreux ouvriers, provoqué par un jeu naturel de compensation, un désir passionné de s'instruire pendant le temps libre. Ce sont les études historiques et scientifiques qui permettront aujourd'hui de rendre au travail son sens et une partie de son intérêt, en faisant comprendre à l'ouvrier sa fonction dans le processus de production, la signification de son travail particulier dans l'organisation technique générale. C'est le développement de plus en plus poussé de sa culture générale qui doit compenser la spécialisation toujours plus grande de son travail.

* * *

L'éducation populaire des adultes tend actuellement à trois fins différentes et bien distinctes :

- 1) L'acquisition et le développement d'une culture générale;
- 2) La formation politique, sociale et particulièrement syndicale des travailleurs;
- 3) Le perfectionnement des capacités et de l'habileté professionnelles.

Quel est le système d'organisation qui régit aujourd'hui ces trois tendances de l'éducation? Quelle part y jouent notamment les pouvoirs publics qui, depuis longtemps, se sont chargés de l'instruction de la jeunesse?

Seule l'éducation professionnelle paraît avoir,

jusqu'ici, retenu leur attention. L'éducation politique et syndicale est naturellement restée presque exclusivement du ressort des organisations ouvrières; considérée comme un instrument de combat en vue de conquêtes matérielles et de réformes sociales, subordonnée qu'elle est aux nécessités des luttes actuelles, sa nature même nécessite qu'elle se maintienne par l'effort et l'initiative même des travailleurs.

Quant au premier point, le développement général de la culture des adultes, l'intérêt officiel ne s'est guère manifesté jusqu'ici que sous forme d'encouragements partiels et avarement distribués. D'autre part, malgré l'effort considérable déployé dans ce sens par certaines institutions ouvrières, l'insuffisance des ressources matérielles et le nombre restreint de professeurs réellement qualifiés disponibles, limitent le champ d'action des institutions autonomes dans ce domaine.

C'est à ce sujet que nous voudrions rappeler ici l'idée émise par *Charles Andler* dans son ouvrage sur « L'Humanisme travailliste » (1). L'auteur élabore dans cette étude l'idée d'« Instituts du travail » nationaux, attachés aux universités et aux grandes écoles, enseignant les mêmes matières, mais de façon nouvelle. Leur but serait d'offrir aux ouvriers un complément d'instruction accessible à tous, mais réellement supérieure, et cela aussi bien en vue de la vie sociale et civique que pour leur donner la culture intellectuelle nécessaire à leur équilibre psychologique et moral. Les instituts du travail centraliseraient l'apport des sciences à l'amélioration de la vie sociale. Ils comprendraient quatre facultés dont *Andler* dresse un programme précis. La première serait celle de la médecine et de la pharmacie; elle exposerait avant tout l'art de l'hygiène; les résultats nouveaux des sciences naturelles appliquées à l'homme.

Elle en poursuivrait la diffusion, chercherait à les enraciner dans l'opinion. Elle contribuerait à l'étude de l'amélioration des conditions de travail, de l'hygiène dans la vie et l'habitation, du surmenage des enfants et de l'éducation physique, de l'alimentation rationnelle, des effets de l'alcoolisme et des poisons industriels; elle enseignerait les dangers des maladies vénériennes.

La deuxième faculté, des sciences et de la technologie, tiendrait le monde ouvrier au courant des inventions et des applications sans nombre de l'industrie. Elle constituerait un véritable conservatoire des arts et métiers.

La troisième faculté se consacrerait à l'éco-

nomie et au droit. Elle enseignerait une économie politique réaliste; la science d'organisation des usines, le mécanisme de la gestion et de la spéculation, les problèmes du droit ouvrier qui feraient ressortir la nécessité de la revision, de la réadaptation générale du droit.

Enfin, la faculté des lettres enseignerait à la fois l'histoire des faits sociaux et des idéaux, les conceptions religieuses et morales, la géographie physique, humaine et économique, l'histoire du travail, l'histoire du commerce, des luttes de classes, des régimes politiques et des institutions. Elle dispenserait la connaissance des belles lettres et des arts qui ne constitue pas un luxe, mais une joie et un raffinement de la vie.

Pour conclure, nous dirons : Si les institutions autonomes d'éducation ouvrière sont indispensables dans la société actuelle, un enseignement de culture réellement supérieur et réellement populaire ne peut être que national; seule la collectivité dans son ensemble peut obtenir les maîtres qualifiés et les dispositifs matériels perfectionnés dont cet enseignement a besoin.

Un nouveau " Bulletin " pour les Jeunesses syndicales.

L'on sait qu'à l'exemple de la Fédération des Syndicats d'Anvers, celle de Liège a créé son organisation de Jeunesses syndicales. Voulant assurer à cette organisation une vie administrative et une activité régulières et soutenues, la Fédération des Syndicats de Liège a désigné un secrétaire permanent. C'est le camarade Julien Pirnay qui assume ces importantes fonctions.

Dans le but d'aider les dirigeants locaux des Jeunesses syndicales dans leur travail, de leur apporter des matériaux et des conseils capables de faciliter leur tâche, l'organisation des Jeunesses syndicales vient d'éditer un bulletin destiné à ses militants.

Le premier numéro qui vient de paraître a déjà belle allure. En dehors de l'éditorial, signé du camarade Julien Pirnay, il contient un article intitulé « Appel aux Parents », du camarade Fernand Noppens; un autre, « Jeunesse, tu t'instruiras », d'André Renard; un autre de Karl Van Belle sur la semaine de 40 heures; « Quelques aperçus de la législation sociale », par Joseph Heusdens. Ce Bulletin reprend également le bref historique des grèves de juin 1936, paru dans le *Mouvement Syndical* du mois de juin 1936, dont le camarade Raymond Lutin tire déjà quelques brèves conclusions.

Enfin, le bulletin donne quelques conseils pour l'administration des groupes et énumère les aspects essentiels de la si diverse activité des Jeunesses syndicales.

Excellente initiative, que l'édition de ce bulletin.

J. E.

(1) Paris, Bibliothèque de la civilisation française.

La Jeunesse syndicale et la F. S. I.

Réunion du Comité syndical international de la Jeunesse et de l'Education ouvrière, Londres, 10 juillet 1936.

A l'occasion du Congrès syndical international, le Comité syndical international pour la jeunesse et l'éducation ouvrière s'est réuni à Londres sous la direction du secrétaire adjoint *G. Stolz*. Cette réunion se pencha longuement sur le problème de la propagande chez les jeunes travailleurs ainsi que sur la question de leur recrutement syndical. Les réponses obtenues sur l'enquête ouverte par le secrétariat de la F. S. I. vont être élaborées en rapport général, dont les conclusions orienteront l'activité future du Comité. Il examina, à cette occasion, le moyen d'accroître sa propre activité. Dans la résolution qu'il prit, et qui doit encore recevoir l'approbation du Bureau de la F. S. I., on déclare que l'organisation de la jeunesse constitue une des tâches les plus urgentes dans la lutte contre les mouvements réactionnaires et antidémocratiques. D'autres suggestions, s'adressant pour une part aux centrales nationales et pour une part au Bureau de la F. S. I., apportent des propositions sur l'expansion à donner nationalement et internationalement à l'activité syndicale chez les jeunes.

Ensuite le Comité prit les préparatifs en vue de la Conférence internationale d'Education convoquée à l'occasion du Congrès syndical international.

Conférence internationale d'éducation ouvrière, Londres, 11 et 12 juillet 1936.

La Conférence internationale d'Education ouvrière, convoquée à Londres par la Fédération syndicale internationale, a eu lieu les 11 et 12 juillet 1936. Y prirent part trois membres du Bureau de la F.S.I. : *H. Jacobs*, *R. Tayerle* et *G. Stolz*, trois membres du Comité syndical international de la Jeunesse et de l'Education ouvrière (*Elvin*, *Hedtoft-Hansen*, *C. van der Lende*), 30 délégués d'organismes d'Education ouvrière : Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Suède, Suisse et Tchécoslovaquie, ainsi que 12 représentants de 6 centrales nationales et 3 représentants de deux internationales professionnelles. *F. Adler* représentait l'Internationale ouvrière socialiste ; *H. Hansen*, l'Internationale de la Jeunesse socialiste et *Ad. Staal*, le Bureau international du Travail, sans compter la présence de délégués fraternels d'Australie, de Grande-Bretagne, du Canada et des Etats-Unis ; *George Hicks*, empêché, envoya un télégramme de salutations.

La Conférence fut ouverte par *G. Stolz*, représentant le président *Walter M. Citrine*, qui dirigeait les travaux du congrès syndical international. Dans son allocution d'ouverture, *Stolz* souligna la signification du mouvement éducatif comme agent d'élaboration de l'idéologie du mouvement ouvrier. L'édu-

cation ouvrière devait, déclara-t-il, être mise au service de la personnalité. Elle peut rendre les plus éminents services au mouvement. Il s'agit de préparer un nouvel humanisme : par une concordance symbolique, la conférence s'ouvre au jour du 400^e anniversaire de la mort du grand humaniste Erasme, de Rotterdam. La Conférence poursuit surtout des buts pratiques. Elle fut appelée à examiner les possibilités de coopération technique entre les centrales. Au nom du Comité syndical international de la Jeunesse et de l'Education ouvrière, *Stolz* met en évidence l'implacable nécessité de recruter la jeunesse. Dans les compléments oraux qu'il apporta au rapport déposé sur l'activité du Centre international d'Education ouvrière, *Stolz* parla surtout de la forme sous laquelle l'activité devrait se poursuivre à l'avenir. Désormais la Conférence internationale devient une institution permanente ; elle se réunira tous les trois ans à l'occasion du Congrès syndical international.

Chaque année devrait avoir lieu une semaine d'étude qui s'occuperait de questions relatives à la méthodologie et à la didactique de l'éducation ouvrière ; cette semaine se tiendrait chaque fois dans un autre pays, permettant ainsi aux participants d'étudier sur place les divers mouvements nationaux d'éducation ouvrière.

Sur la question : « Service de films, échange, location et achat de films comme service international », *H. Neumann (Berne)*, secrétaire de la Centrale suisse d'Education ouvrière fit un vaste exposé fondé sur de longues années d'expérience ; le rapporteur recommanda un échange régulier des films se trouvant en possession des organisations et la création d'un répertoire international. Ensuite, *Polderman* (Institut néerlandais d'éducation ouvrière) entretint la conférence de la production ouvrière de films ; il indique les champs d'activité sur lesquels l'initiative devrait surtout porter, sans se dissimuler les difficultés techniques et financières à vaincre, mais rappela fort opportunément le gigantesque effort accompli pour créer et sustenter la presse ouvrière. Il conclut en demandant que les organisations internationales se penchent sérieusement sur le problème en vue de l'acheminer vers des réalisations concrètes et prochaines.

La discussion générale qui s'établit sur le problème du film fit aboutir la conférence à la conclusion qu'une coopération internationale est nécessaire et possible et, plus particulièrement que le Centre international d'Education ouvrière devrait régulièrement informer les centrales d'éducation sur les nouveaux films susceptibles d'intéresser le mouvement ouvrier. Finalement, l'ensemble du problème fut, à l'unanimité, renvoyé au Comité international d'Education ouvrière (F. S. I.).

Pleysier (Internationale de Radiophonie ouvrière) appela l'attention de la Conférence sur la nécessité pour le monde ouvrier de s'adresser davantage aux moyens offerts par la technique moderne et notamment la radio. Il indiqua les réalisations ouvrières de Belgique, de Hollande et du Danemark et insista

pour qu'on revendique partout le droit de contrôle et de cogestion sur la radiophonie. Pour sa part, *Funke*, de la même Internationale, parla de la coopération internationale en matière de radiophonie et préconisa notamment l'échange de programmes lors de grandes festivités ouvrières, le 1^{er} mai, par exemple. La question de la radiophonie fut également renvoyée au Comité international d'Education ouvrière (F. S. I.).

Sur le problème des « Ecoles ouvrières et des cours par correspondance », *Mme Lefranc* (France) fit un exposé fort remarqué. Elle insista notamment sur la nécessité de ne pas subordonner l'œuvre éducative aux besoins changeants de l'action ouvrière mais de poursuivre un idéal d'éducation servant le plein épanouissement de la personnalité du travailleur. *Delsinne* souligna cet aspect en demandant qu'on s'attache surtout à l'heure actuelle à la formation du caractère chez les travailleurs. Après un exposé méthodique de la forme et du contenu de l'éducation ouvrière ainsi que de la nécessité de former des enseignements, la conférence adopta une résolution synthétisant les thèses qui venaient d'être développées par *Mme Lefranc*. Souhait fut exprimé que la prochaine conférence devrait être chargée de l'étude approfondie des divers points soulevés.

Les travaux de la conférence s'achevèrent par un exposé du camarade *A. Pugh* sur les institutions britanniques d'éducation ouvrière.

La prochaine conférence d'éducation ouvrière aura lieu en 1939, à Prague.

* * *

A l'occasion de la Conférence, une Exposition avait été organisée au Transport House par le département éducatif du T. U. C. et par les deux organisations britanniques d'éducation (Workers' Educational Association et National Council of Labour Colleges); une documentation abondante et instructive y montrait les efforts réalisés dans les domaines les plus variés.

Le Congrès démonstratif de la Jeunesse syndicale d'Anvers

Dans le numéro précédent du *Mouvement Syndical Belge*, nous avons parlé du programme d'action de la Jeunesse syndicale d'Anvers

qui serait soumis à l'approbation d'un congrès démonstratif qui devait se réunir les 25 et 26 juillet dernier. Ce Congrès a eu lieu et nous tenons à y consacrer quelques mots.

Il est manifeste que la J. S. n'aime pas l'atmosphère lourde et malsaine des traditionnelles salles de congrès; elle préfère l'ambiance naturelle de la Campine anversoise. Nos lecteurs se rappelleront bien que la J. S. a érigé elle-même un home dans la bruyère, à Brecht, situé à une courte distance au nord de la ville d'Anvers. C'est là que s'est réuni le Congrès.

Déjà le samedi 25 juillet, des centaines de jeunes syndicalistes étaient présents, dont beaucoup avaient dressé leurs tentes autour du bâtiment de la J. S. Le soir eut lieu une fête de communauté dans la bruyère. Le camarade *Fr. Longville* y prit la parole et traita de « l'idée de lutte socialiste », sujet qui, par suite des événements, était consacré essentiellement à l'Espagne. La lutte magnifique de nos camarades espagnols suscita un bel enthousiasme.

Ont pris la parole le dimanche 26 juillet, dans la matinée, les camarades *Galliaert* et *Thys*. Le camarade *Thys* a traité du sujet suivant: « Avec un parti pur, fort et résolu vers la victoire ». Il a commenté la résolution que nous avons publiée dans le dernier numéro. A parlé ensuite, le camarade *Galliaert*, au sujet de « La tâche de la Jeunesse ouvrière de nos jours ». Dans son exposé, il a examiné l'autre partie du programme d'action et a mis particulièrement l'accent sur l'intérêt croissant que la jeunesse attache à la lutte sociale actuelle. *Thys* et *Galliaert* ont récolté un vif succès, de même que le camarade *Noordhoff*, de la N. V. V., qui a félicité la J. S. de son œuvre.

Une manifestation d'hommage a eu lieu ensuite en l'honneur des camarades *Corn. Mertens* et *Gust. Laroche* à l'occasion de leur jubilé d'argent comme dirigeants syndicaux. Après que le camarade *Van Cauwenbergh* eut pris la parole au nom de la J. S., les deux jubilaires, émus, ont remercié.

J. D. K.
